CAMPAGNE

4 MOIS POUR TIMOR-EST

BULLETIN n° 3 – JUILLET - AOUT 1994

PEUPLES SOLIDAIRES
AGIR POUR TIMOR
FRANCE-LIBERTES
CIMADE
JUSTICE ET PAIX
FIDH
RITIMO
CRID
CCPF
SNES, FSU
CGT

TEMOIGNAGE

C'est un fait : le peuple maubère ressemble les rangs autour de l'Eglise catholique. L'occupation indonésienne a provoqué la prolifération dans les églises. Cette Eglise catholique joue un rôle majeur essentiel dans la résistance populaire. La vague de protestation de ce bulletin donne des indications plus révélatrices sur ce phénomène. Les historiens, les anthropologues, les spécialistes de science politique auraient beaucoup de choses à dire sur cette conversion politique religieuse qui peut, éventuellement, surprendre un esprit rigoureux trop rationnellement inséré dans une société pacifiée. Le phénomène ne surprend pas trop le croyant : la foi religieuse est un puissant vecteur d'identité. Les formes d'oppression peuvent accroître la ferveur, peuvent nourrir les corps, mais dans le secret de la conscience, chaque homme est libre, au sein le plus radical du terme, et c'est dans cette liberté que le croyant trouve la force nécessaire de s'opposer à tous les totalitarismes. Ils proclament, nous savons les apparences sont contraires, que la vérité et l'amour triompheront toujours de la haine et du mensonge.

Si comme indique précédemment la Commission Justice et Paix avec beaucoup de chrétiens de France, a participé à cette action en faveur de Timor-Est, ce n'est pas à cause de quelque défense corporatiste, et vis-à-vis de laquelle les chrétiens devraient défendre les intérêts des chrétiens. Plus fondamentalement, les chrétiens défendent, ou devraient défendre partout les droits de la liberté, les droits de la conscience. C'est vrai lorsque ce sont les droits des chrétiens qui sont bafoués, mais c'est vrai aussi lorsque ce sont les droits d'autres croyants, ou d'croyants, qui sont bafoués, y compris et à plus forte raison, lorsque les oppresseurs sont chrétiens, ce qui arrive malheureusement.

Alors, sans réticence, oui, il faut défendre le droit du peuple maubère à vivre libre, à se libérer de l'oppression et l'occupation militaire, à se déterminer par lui-même. Dans une solidarité avec l'Indonésie qu'il appartiendra à ces deux peuples de déterminer eux-mêmes. Pour cela, il faut d'abord donner la parole aux Maubères, et leur reconnaître le droit à l'existence et à l'identité.

Mgr Jacques Delaporte
Archevêque de Cambrai
Président de Justice et Paix

"Justice et Paix" est la société de la réunion des Evêques de France, chargé des questions de justice internationale, et de paix (14, rue Notre-Dame des Victoires 75002 Paris – Tél. (1) 42 36 35 51 – Fax (1) 42 36 58 69)

ACTUALITE

INCIDENTS RELIGIEUX A DILI

Le 28 juin deux soldats indonésiens musulmans, se faisant passer pour de fidèles chrétiens, ont pénétré pendant la messe dans l'église de Saint-Joseph à Renovo, (sous-district de Dili) et demandé à recevoir la communion. Ils se sont alors saisis des hosties qu'ils ont jetées à terre et piétinées.

Malgré les excuses du Colonel J. Lumintang, Commandant de Timor-Est, l'annulation des deux messes et l'annonce qu'la prescription en vigueur martiale, le sacrilège a provoqué de vives réactions de la population. La foi même, les fidèles se sont massés autour de l'église et ont attaqué les soldats. L'armée a répondu la foule en tirant en l'air et arrêté dix personnes.

Le 11 juillet, 350 personnes environ ont manifesté à Dili en exigeant un procès public pour les deux soldats.

Le 13 juillet, trois agents de renseignements (un armée et de la police) sont entrés dans le campus de l'Université Timor-Timur et ont frappé deux nôtres qui passaient des examens. Les étudiants, indignés, ont retenu deux des trois agents pour les identifier et les ont blessés légèrement — ces agents étaient membres de l'Unité de renseignements du Commandement spécial des troupes indonésiennes à Dili, ils étaient armés. La force militaire a envahi le campus, faisant des dizaines de blessés et de nombreuses arrestations. Parmi les blessés, deux personnes ont été vues le 14 juillet au matin la gorge coupée.

Ce même matin, 500 manifestants ont marché sur le "Parlement régional" de Timor-Est avec des banderoles dénonçant la liberté religieuse à Timor-Est. Deux unités anti-émeutes les ont chargés ; plus d'une vingtaine de blessés ont été amenés à l'hôpital par la Croix Rouge. Trois personnes ont été égorgées. Il y aurait eu plus de 70 arrestations — 14 personnes ont été gardées par les troupes anti-émeutes pour être interrogées, le sort des autres n'est pas clairement établi.

Le campus de l'Université Timor-Timur, occupé par 300 étudiants, ainsi que le Parlement, ont été encerclés par les forces de sécurité, lourdement armées, pendant toute la journée du 14, jusqu'à ce que les étudiants aient accepté de se disperser sans autres affrontements. Une information non confirmée fait état de quatre morts.

Mgr Belo, Administrateur apostolique de Dili, qui avait alerté l'opinion il y a quelques mois sur des "camps de concentration" à Timor-Est, a déclaré que l'Eglise reste ouverte. Des membres du clergé ont été persécutés, agressés et parfois battus par des soldats indonésiens.

ATTENTION !
Peuples Solidaires
a déménagé

Coordination de la Campagne
Peuples Solidaires
Jean-François Lebrun
4, rue Enjubault
93200 Saint-Denis
Tél. : (1) 48 09 38 80
Fax : (1) 48 09 38 85

5. L'EGLISE TIMORAISE